

Pour des avancées des théories hétérodoxes ou critiques

Paul Boccara (1)

La crise financière formidable de 2008 et la grande récession mondiale de 2009 manifestent un tournant d'aggravation de la crise du capitalisme mondialisé. Face à cela, on assiste au retour de la problématique des crises et de l'insuffisance périodique de la demande globale, constituant une sorte de tronc commun des théories économiques dites hétérodoxes contestant les élaborations néoclassiques et leur apologie des marchés.

Tournant dans la crise du système capitaliste mondialisé, actualité du tronc commun des théories hétérodoxes sur les crises, besoins de théorisation au-delà

À l'opposé des illusions théoriques sur l'équilibrage du système, devenues dominantes avant la crise planétaire de 2008-2009, Paul Krugman, prix dit Nobel d'économie en 2008, publie en 2009 un ouvrage intitulé *The Return of Depression Economics and the Crisis of 2008*, traduit en français sous le titre : « Pourquoi les crises reviennent toujours ? ». Il y oppose à la déclaration de Robert Lucas, prix Nobel d'économie en 1995, selon laquelle « le principal problème de la prévention de la dépression a été résolu en pratique » et à ce qu'il appelle « la doctrine fanatique » de l'économie de l'offre, « les insuffisances de la demande globale », selon l'expression keynésienne (ouvrage cité, page 13 et 192). Cependant, derrière l'éclatement de l'insuffisance de la demande globale, il y a l'opposition entre capital et travailleurs salariés ainsi que la suraccumulation des capitaux.

Keynes avait évoqué dans la *Théorie Générale* les « excédents de capital fixe et de marchandise » à propos des crises et de la phase descendante de la conjoncture où « l'efficacité marginale du capital peut s'effondrer » (*Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*, [1936], Payot, Paris, 1959, p. 332). Marx avait déjà parlé de la « suraccumulation de capital », excessivement accumulé par rapport aux limites du profit, en relation avec les crises de surproduction de marchandises (*Le Capital*, Éditions Sociales en livre de poche, Livre III, p. 245). Cette suraccumulation résulterait, selon notre analyse néo-marxiste, après une phase de croissance de la production et de l'emploi aboutissant à une montée des salaires (et de la consommation salariale) contre le profit, à la réponse capitaliste du remplacement accéléré de salariés (exploités pour le profit) par des machines-outils. En effet, les machines-outils remplaçant les mains des travailleurs caractérisent la révolution industrielle dont le développement conditionne la productivité du système

capitaliste. D'où l'excès d'accumulation en machines et en moyens matériels, en liaison avec une inflation de crédits, et donc de production en volume et en prix, par rapport à l'insuffisance finale de la consommation salariale et les difficultés ou les chutes de la rentabilité des capitaux. Alors des masses de capitaux voient leur mise en valeur supprimée ou réduite et le chômage se développe.

Cela concerne des crises cycliques, avec phases de croissance puis crise, dépression et reprise. Cependant, alors que les marxistes contemporains peuvent distinguer, avec un autre grand hétérodoxe Schumpeter, les cycles dits de Juglar de moyenne période, de 7 à 12 ans, et les cycles dits de Kondratieff de longue période, de 48 à 60 ans, ces derniers ne sont pas pris en compte par Keynes. Ces grands cycles comportent une longue phase de tendance ascendante et une longue phase de tendance aux difficultés. Cette dernière correspond à une crise systémique du capitalisme, comme celle de l'entre-deux-guerres mondiales, ou encore la crise systémique actuelle, dont la longue phase de tendance aux difficultés serait indéfiniment allongée. Or, précisément, l'analyse de Keynes dans la *Théorie Générale* de 1936 se rapporte plus particulièrement à la crise systémique de l'entre-deux guerres et à des propositions pour en sortir. Cela se relie d'ailleurs à sa mise en évidence du « chômage involontaire », contrairement aux théories néoclassiques dominantes.

Au fond des crises systémiques du capitalisme, on aurait une suraccumulation très grande et relativement durable des capitaux dans la production, avec du fait des technologies particulières dominant dans la phase ascendante, une élévation devenue tout à fait excessive du rapport capital/produit en termes néo-keynésiens ou en termes néo-marxistes, une élévation de la composition organique des capitaux, ou rapport capital constant/valeur ajoutée, devenue si importante que l'élévation du taux de plus-value ne peut plus la compenser pour relever le taux de profit. À cette suraccumulation si importante et relativement durable répondent, dans la crise systémique, la progression très forte de l'accumu-

lation financière et aussi de nouvelles technologies. Ces nouvelles technologies tendent à économiser le capital matériel, diminuant le rapport capital/produit ou la composition organique des capitaux. Cela entraîne en plus de l'économie massive du travail direct dépensé dans la production, l'économie considérable du travail contenu dans les moyens matériels, fixes ou circulants en contribuant ainsi au chômage massif.

Tandis que Keynes, à l'opposé de Schumpeter, ne se réfère pas aux cycles de longue période de Kondratieff, il y est pleinement confronté et ses propositions politiques ont contribué précisément à une nouvelle longue phase ascendante. Notons d'ailleurs que le néoclassique Hayek, dans son avant-propos de 1975 à la traduction française de son ouvrage de 1931, se rapportant aux crises, *Prix et Production*, après qu'il ait reçu le prix Nobel, se heurte lui aussi en fait à la question des fluctuations cycliques de longue période. Dans cet avant-propos, il a en effet dû déclarer que l'accroissement de la dépense publique sous l'influence des idées de Keynes, à l'opposé de ses propres conceptions sur les dangers de l'excès de consommation et la sous-épargne, avait pu favoriser la croissance pendant « un quart de siècle ». Il précisait qu'il s'était agi d'une « politique... qui, je l'admets, disait-il, réussit plus longtemps que je ne l'attendais à maintenir la prospérité et le plein-emploi » (Friedrich Von Hayek, *Prix et Production*, Calmann-Lévy, 1975, pp. 55-56). Par parenthèse en 1974, le nouveau prix dit Nobel d'économie avait été accordé conjointement à Gunnar Myrdal, auteur d'une théorie sous-consommationniste strictement opposée à la théorie sur-consommationniste de Hayek (voir G. Myrdal, *L'équilibre Monétaire*, 1931, librairie de Médecis 1950). Alors qu'entre surconsommation initiale et sous-consommation finale du tournant du cycle vers la crise, il y aurait l'élévation du rapport capital/produit accompagnée de l'inflation de crédit.

Cependant, encore à l'opposé de Schumpeter ou des marxistes, Keynes, s'il mentionne l'importance de la technique, ne précise pas du tout son analyse et son rôle dans le système et dans les mouvements cycliques. Et cette lacune est particulièrement grave de nos jours alors que les mutations technologiques sont colossales dans la crise systémique en cours. D'où le besoin d'avancer sur cette question.

Par ailleurs, alors que Keynes analyse l'insuffisance de la demande globale de façon dualiste et non sous-consommationniste, en insistant sur l'insuffisance de la demande d'investissement et de la demande de consommation, notre analyse néo-marxiste ne se limite pas non plus à propos des crises à l'insuffisance de la consommation. Cette analyse insiste sur le fait qu'on est sorti de la crise du capitalisme de l'entre-deux guerres par des transformations institutionnelles du système, permettant notamment de relever la demande en investissements, en faisant reculer l'exigence de rentabilité dans les secteurs lourds en capital fixe, grâce à leur régulation étatique, et en permettant aussi de relever la consommation publique, sociale et personnelle.

C'est le développement du secteur public dans ce que l'on a pu appeler l'économie mixte et du Welfare State ou encore le capitalisme monopoliste d'État social. Cela a concerné tout particulièrement la production, avec les nationalisations en Europe ou les *Public Utilities* aux

États-Unis, permettant la relance de la rentabilité et de l'accumulation des grands groupes privés monopolistiques, par leurs apports en volume et en prix et par leur demande. Et cela a concerné aussi le financement et le système bancaire ainsi que des progrès sociaux avec le développement des services publics et l'institution de la Sécurité sociale. Mais après une longue phase de croissance, nous sommes entrés vers 1967-1974, dans une nouvelle crise systémique, mettant notamment en cause l'importance du secteur public avec les privatisations, avec un allongement indéterminé de la longue phase de tendance aux difficultés.

Déjà, pour sortir de la dépression des années 1930, Keynes avait proposé la solution de l'investissement public, en soulignant qu'il n'exigeait pas une efficacité marginale du capital (analogue aux taux de rentabilité marginale), contrairement à l'investissement privé. Et il avait insisté sur « l'élargissement des fonctions de l'État », à l'opposé du « laisser-faire », pour sauver le système ou « comme le seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles » (*Théorie Générale*, ouvrage cité, p. 294).

Or précisément, le profond tournant de 2008-2009 dans la crise systémique en cours consiste à la fois dans l'ébranlement du système par l'éclatement du surendettement et de l'énorme suraccumulation financière et aussi dans les très importantes interventions étatiques nouvelles. L'éclatement des surendettements privés a entraîné l'aggravation extrême des déficits de la suraccumulation durable. Les surendettements des ménages, des entreprises, des banques et de l'État avaient pu, du moins dans une certaine mesure, compenser l'insuffisance de la demande globale, mais leur excès a éclaté relançant gravement cette insuffisance. Cela renvoie à l'analyse d'Irving Fisher pour 1929 et les années 1930 sur l'éclatement du surendettement et la déflation consécutive des dettes, à laquelle certaines analyses se réfèrent d'ailleurs récemment (Irving Fisher, « *The Debt Deflation Theory and the Great Depression* », *Econometrica*, 1933).

On a également la remontée des interventions étatiques très importantes de 2008 à 2010 pour sauver les banques et le système lui-même. Et à l'opposé des années 1930, on a assisté à l'amplification considérable de l'endettement public, pour contrecarrer les difficultés de l'endettement privé des ménages, et à la formidable création monétaire des banques centrales, de la *Federal Reserve* à la BCE. Ce défi des interventions étatiques nouvelles renvoie encore au tronc commun des théories hétérodoxes, insistant non seulement sur les institutions, en relation avec les contradictions des relations sociales, mais aussi sur le rôle de la régulation publique, de la politique et des États dans l'économie.

Toutefois, de même que pour les innovations technologiques, il y a de nos jours des nouveautés profondes. Cela consiste notamment dans le caractère interétatique des interventions publiques, en liaison avec l'internationalisation des institutions économiques et la mondialisation de la salarisation, l'industrialisation, de la finance, et du système capitaliste lui-même. Tout cela rend nécessaires, sur la base du tronc commun des hétérodoxes et de leurs avancées authentiques souvent négligées, des rapprochements pour débattre de nouvelles avancées possibles des théories hétérodoxes ou disons des théories critiques.

Avancées souhaitables et rapprochement des théories hétérodoxes ou critiques à partir de l'originalité de la crise systémique actuelle du capitalisme mondialisé

La problématique de ces débats pour des avancées nouvelles pourrait concerner au moins trois ensembles de questions, en liaison avec la dimension proprement systémique des analyses. Ce serait :

1. Les énormes transformations technologiques en cours et leur portée économique.
2. Les transformations profondes corrélatives des marchés et la mondialisation du capitalisme.
3. L'articulation des problèmes économiques aux dimensions politiques et culturelles des institutions et à la crise de civilisation.

Face à la conjonction de la crise systémique originale et de la crise de la pensée économique dominante, on ne peut se contenter de défendre un minimum d'acquis des théories hétérodoxes, ni, bien sûr, de protéger une sorte de pré-carré de références critiques aux relations sociales, aux institutions, à la sociologie et aux sciences politiques. Au-delà de la juste insistance traditionnelle des théories hétérodoxes sur les structures sociales et notamment sur la relation fondamentale du salariat capitaliste, il convient de développer les analyses sur l'ensemble des paramètres du système économique. Ce système comprendrait trois ensembles interdépendants :

- les structures des rapports socio-économiques ;
- les opérations technologiques des productions matérielles et des services ;
- la régulation du système, les règles du marché, les régulateurs, comme le taux de profit, les réglages des gestions et des politiques économiques.

D'ailleurs, profondément différente de l'école de la régulation parisienne, de Boyer, Aglietta et autres, l'école de la régulation que j'ai initiée quelques années auparavant, dès 1971, et à laquelle se rattachait Aglietta à ses débuts, se proclame école de la régulation systémique. Elle insiste tout particulièrement sur l'analyse des deux derniers ensembles du système, opérations technologiques et régulation, ainsi que sur leurs dimensions historiques. Cette théorie de la régulation systémique articule, notamment, à la régulation du capitalisme passant par des crises de suraccumulation, les cycles de longue période, se manifestant jusqu'à nos jours du moins. Au-delà de son insistance sur les conditions du taux de profit global, elle analyse le rôle des critères de gestion de rentabilité économique et financière des entreprises [P. Boccara, « Théories de la régulation et suraccumulation-dévalorisation du capital », *Issues*, 3^e trimestre 1988 ; 1^{er} et 2^e trimestre 1989] ; [B. Jessop, « Regulation Theories in Retrospect and Prospect », *Economies et Sociétés*, vol 23, 1989].

Notre analyse néo-marxiste des fluctuations cycliques de longue période, leur récurrence, leur périodicité, leur irréversibilité, renvoie précisément, non seulement aux transformations de la structure sociale, mais à celles du sous-système technologique et, à propos de la périodicité, à l'évolution des conditions démographiques [P.

Boccara, « Cycles longs, mutations technologiques et originalité de la crise de structure actuelle », *Issues*, 2^e et 3^e trimestre 1983].

Par parenthèse, à l'opposé des fonctions de production néoclassique de type $y = F(K, L)$, et de la mathématisation d'équations irréalistes, comme avec des séries de variables indépendantes, telles que dans cette fonction de production le capital K et le travail L , l'analyse systémique devrait reposer sur des systèmes de ratio correspondant à la réalité concrète. Il s'agit de ratios de type K/L ou encore capital/produit, correspondant aux technologies effectives, en relation avec les rapports sociaux de production, de circulation, de répartition, et de consommation. Il s'agit aussi des évolutions de ces ratios, des limites de leur élévation et de leur retournement cyclique en liaison avec les ratios des relations sociales et ceux des régulateurs comme le taux d'intérêt ou le taux de profit.

Dans ces conditions, il s'agit, tout d'abord, d'insister sur le besoin d'avancer sur les transformations des opérations technologiques, si considérables de nos jours et aussi des bases techniques des régulations sociales. Ces transformations sont si importantes qu'on peut, par hypothèse, parler à leur propos de véritables révolutions techniques, conditionnant l'originalité de la crise du système et sa radicalité, comme on avait déjà parlé de la révolution industrielle à propos du développement du système capitaliste.

Il s'agit de la révolution informationnelle, de la révolution monétaire et de la révolution écologique.

La révolution informationnelle succède à la révolution industrielle et permet son achèvement. Il s'agit de son achèvement au plan technologique, avec les processus d'automatisation complète, et au plan géographique avec la mondialisation de l'industrialisation. Tandis que la révolution industrielle développe le remplacement de la main des travailleurs par les machines-outils, on assiste à un remplacement de certaines opérations du cerveau sur les informations, comme avec les ordinateurs, dans les nouveaux moyens matériels.

Et surtout, désormais, les informations, comme les résultats d'une recherche, tendent à devenir prédominantes, plus importantes que les machines, dans la production. Or une même information, comme le résultat d'une recherche, à la différence d'une machine qui est ici ou là, base de sa propriété privée capitaliste, peut être partagée jusqu'à l'échelle du monde entier.

Une implication fondamentale est la récupération de ce partage par le capital privé monopolistique, face à la suraccumulation des entreprises publiques. Avec la remontée de l'idéologie du libéralisme, cela va favoriser la privatisation, avec l'expansion des entreprises multinationales. En effet, une entreprise privée multinationale peut bien davantage partager les coûts informationnels (de recherche, et aussi de distribution, de publicité...) qu'une entreprise publique purement nationale. Avec la maîtrise des transferts informationnels mondialisés des technologies, cela va favoriser l'industrialisation du monde entier et la salarisation massive, avec la montée formidable des pays émergents. Cependant, à l'opposé de partages généralisés devenus possibles, les entreprises multinationales privées tendent à mettre en concurrence les salariés du monde entier et développent aussi la concurrence entre elles.

La révolution informationnelle, avec notamment l'automatisation, va élever fortement la productivité du travail direct et aussi des capitaux matériels. Ainsi, nous avons de nouveau une tendance à la baisse du rapport capital/produit avec les économies de capital matériel fixe et circulant. On pourrait, à ce propos, prendre en compte les graphiques sur plusieurs pays analysés dans mon livre de 2009, *Transformations et Crise du Capitalisme Mondialisé. Quelle Alternative?* (Boccaro, 2009, p. 92). Il faudrait en outre considérer les économies de matières et d'énergies, tout particulièrement pour les services qui progressent très considérablement. Toutefois, l'évolution serait en partie différente pour des pays émergents, comme la Chine, en raison de la montée de l'industrialisation. Avec les économies de travail direct et de travail contenu dans les moyens, c'est de nouveau la tendance au chômage massif durable, avec en outre, en raison des à-coups technologiques, la prolifération de la précarité des emplois.

À cette révolution informationnelle est intimement liée la révolution monétaire, de décrochement presque complet de la monnaie par rapport à l'or. Cela s'est opéré par décrochements successifs, de 1971-1973 (avec l'inconvertibilité du dollar en or) à 1979-1982 (avec les ventes d'or des banques centrales et la nouvelle politique monétaire des États-Unis et d'abord la forte élévation des taux d'intérêts en dollars). La révolution monétaire a contribué à une création monétaire effrénée, tout particulièrement en dollars, à la montée extraordinaire des crédits pour les marchés financiers, aux énormes endettements et à la spéculation. Le dollar est devenu la monnaie mondiale de fait. Et cela a permis l'endettement public international formidable des États-Unis.

Il faut enfin considérer la révolution écologique. Elle a trois dimensions: la tendance à l'épuisement des ressources naturelles traditionnelles comme des ressources énergétiques fossiles, les pollutions devenues

intolérables pour la santé, jusqu'aux graves risques du réchauffement climatique, et enfin les nouveaux domaines écologiques, de l'espace à la profondeur des océans, aux biotechnologies et aux nanotechnologies. Cela entraîne des majorations de coûts nouvelles mais aussi des besoins de reconversions fondamentales des productions et des consommations ainsi que de coopérations internationales intimes.

Tout cela renverrait aux besoins de rapprochement et même de coopérations des économistes avec les spécialistes des technologies et de leur sociologie, tout particulièrement pour les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'avec des spécialistes de l'écologie, ou encore avec les historiens spécialisés sur ces questions. D'un autre côté, selon une orientation plus classique mais à développer considérablement, il s'agirait, à propos des institutions, d'avancer sur leurs dimensions non économiques, que j'appelle anthroponomiques. Cela se rapporte à la combinaison dans le système de civilisation occidentale du système économique capitaliste et du système anthroponomique du libéralisme. Cette civilisation occidentale est aujourd'hui mondialisée et sa mondialisation est un facteur de sa crise radicale. Cela concernerait non seulement les dimensions institutionnelles et politiques de la société mais aussi les problèmes culturels, les valeurs éthiques, les comportements familiaux avec leurs spécificités propres, les affrontements violents et les guerres, etc. Cela exigerait des relations développées avec les travaux des chercheurs concernés, à l'opposé de l'impérialisme économiciste néoclassique et notamment des théories dites d'anticipation rationnelle et de calculs de type économique sur ces questions. ■

(1) Première partie d'une communication au premier Congrès de l'Association Française d'Economie Politique, Lille, 9 Décembre 2010. La deuxième partie sera publiée dans le prochain numéro.

Devenez
lecteur
d'

**ECONOMIE
&
POLITIQUE**

Abonnez-vous !